

NATIONS UNIES CONSEIL DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4940/Add.4
17 septembre 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

RAPPORT DU FONCTIONNAIRE CHARGE DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO AU SECRETAIRE GENERAL, CONCERNANT LA MISE EN APPLICATION DU PARAGRAPHE A-2 DE LA RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE DU 21 FEVRIER 1961

Additif portant sur les événements des 16 et 17 septembre 1961

1. Les tentatives pour établir un cessez-le-feu se sont poursuivies, mais en vain.

Les attaques dirigées contre le personnel de l'ONU à Elisabethville, Jadotville et Kamina ont continué.

2. L'avion à réaction au service de l'adversaire a attaqué un avion DC-3 qui transportait des blessés de Kamina à Léopoldville. L'appareil a été touché, mais a pu poursuivre sa route. Deux autres civils congolais, victimes du mitraillage de Kamina du 15 septembre, sont morts des suites de leurs blessures. Le 16 septembre, l'avion à réaction a de nouveau attaqué Kamina, bombardant l'aéroport ainsi que la compagnie de l'ONU encerclée dans Jadotville. Il a également effectué plusieurs vols sur Elisabethville dans le but d'empêcher l'arrivée de ravitaillement ou de renforts destinés à l'ONU.

3. A Elisabethville, la situation était relativement calme, sauf que les forces de l'ONU ont essuyé des coups de feu isolés dans le quartier européen et que des tirs de mortier ont été dirigés contre le bâtiment de l'administration civile de l'ONU, faisant plusieurs victimes.

4. La compagnie de l'ONU à Jadotville a été ravitaillée le matin du 16 septembre par hélicoptère. Deux compagnies qui avaient été envoyées d'Elisabethville pour relever les troupes de Jadotville se sont heurtées au feu nourri d'une position solidement fortifiée occupée par la gendarmerie, à environ 20 kilomètres de la ville. Elles ont riposté et l'échange de coups de feu s'est poursuivi pendant une bonne partie de la journée. Vers la fin de l'après-midi, les soldats congolais de

Jadotville ont refusé d'obéir aux officiers étrangers qui les commandaient et ont cessé d'attaquer les troupes de l'ONU. On a conclu un cessez-le-feu, dont les dispositions prévoyaient notamment que l'avion de combat à réaction n'effectuerait plus de vols et que les barrages érigés par la gendarmerie sur la route d'Elisabethville à Jadotville seraient enlevés. Les soldats congolais ont procuré aux troupes de l'ONU des vivres frais et autres fournitures utiles, et il a été convenu que les officiers de l'ONU et de la gendarmerie, ainsi que les autorités locales, feraient ensemble un tour de Jadotville le matin du 17 septembre.

5. La base de Kamina a subi principalement les attaques à la mitrailleuse de l'avion de combat à réaction, mais aussi des tirs de mortier. De petits groupes de gendarmes ont envahi et pillé les zones périphériques de la base d'où le personnel de l'ONU avait été évacué.

6. Les services de distribution d'eau et d'électricité à Elisabethville ont repris après une brève interruption. La population congolaise dans l'ensemble du territoire katangais est restée calme et a fraternisé avec l'ONU, comme l'ont fait les groupes de gendarmes là où il n'y avait pas d'officiers non congolais ou de mercenaires.

7. Les tentatives pour joindre M. Tshombé ont continué. On a su par le Consul britannique qu'alors que M. Kibwé et M. Tshombé étaient sur le point de se rendre à la réunion prévue pour le 15 septembre à 19 heures avec le représentant de l'ONU, ils en ont été empêchés par les "conseillers militaires" de M. Tshombé. Le 16 septembre à minuit, le Consul britannique a fait savoir au représentant de l'ONU à Elisabethville que M. Tshombé désirait le rencontrer le 17 septembre à 11 h. 30 à Bancroft (Rhodésie). Le Secrétaire général a demandé que la réponse suivante soit envoyée à M. Tshombé :

"(1) Le mandat de la Force des Nations Unies au Congo est, en termes généraux, d'aider dans le maintien de l'ordre public. Dans la résolution du 21 février 1961, ce mandat a été précisé en deux aspects qui lient l'Organisation aussi bien que tous les pays Membres et leurs ressortissants. Je cite les deux paragraphes pertinents :

1. Demande instamment que les Nations Unies prennent immédiatement toutes mesures appropriées pour empêcher le déclenchement d'une guerre civile au Congo, notamment des dispositions concernant des cessez-le-feu, la cessation de toutes opérations militaires, la prévention de combats et le recours à la force, si besoin est, en dernier ressort;

2. Demande instamment que des mesures soient prises pour le retrait et l'évacuation immédiate du Congo de tous les personnels militaire et paramilitaire et conseillers politiques belges et d'autres nationalités ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, ainsi que des mercenaires; 1.

(2) Dans la même résolution, le Conseil de sécurité se déclare convaincu que la solution du problème du Congo est entre les mains du peuple congolais lui-même, à l'abri de toute ingérence de l'extérieur, et qu'il ne peut y avoir de solution sans conciliation. Le Conseil ajoute qu'il est aussi convaincu que toute solution imposée, ne résultant pas d'une conciliation véritable, loin de régler aucun problème, augmenterait grandement le danger de conflit à l'intérieur du Congo et la menace à la paix et à la sécurité internationales.

(3) Un principe des Nations Unies qui s'impose d'une manière impérative à tous est le maintien de la paix et, à cette fin et pour la protection des vies humaines, la cessation de tout acte d'hostilité et la recherche des solutions au conflit par voie de négociation, de médiation et de conciliation.

(4) Vous avez vous-même accepté les objectifs de la Mission des Nations Unies définis au premier paragraphe, c'est-à-dire le maintien de l'ordre public, la prévention d'une guerre civile et l'évacuation de tout le personnel visé par le Conseil de sécurité. Donc, il ne doit pas y avoir de différence entre l'Organisation et vous en ce qui concerne le cadre dans lequel on doit chercher les moyens de mettre fin au conflit armé actuel.

(5) Quant à la recherche d'une solution au problème congolais par une réconciliation qui doit évidemment se situer dans le cadre de la Constitution de la République - vous nous avez donné à plusieurs reprises des indications claires que vous acceptez aussi cette attitude. Je suis donc convaincu que vous ne partagez pas l'avis de certains éléments qui se refusent à une réconciliation, ce qui me permet de conclure qu'il existe une identité de vue entre vous-même et l'Organisation des Nations Unies quant aux principes sur lesquels doit être basé l'effort de trouver une solution du problème politique.

(6) Le matin du 13 septembre, vous avez vous-même demandé un cessez-le-feu et je crois comprendre que vous avez fait des efforts pour l'obtenir. Avec la volonté sans réserve des Nations Unies d'éviter des hostilités et l'effusion de sang, votre demande était acceptée d'avance, sous condition évidemment que vous pourriez établir de votre part un cessez-le-feu effectif. En le faisant, vous restez fidèle à votre attitude mentionnée dans les paragraphes 4 et 5 ci-dessus. Les efforts d'établir un cessez-le-feu ont échoué pour des raisons que nous ne connaissons pas mais qui semblent trouver leur origine dans l'opposition de certains responsables des opérations militaires au Katanga. Nous n'avons pas cessé de chercher un contact avec vous et vous nous avez même promis de venir pour des discussions avec les représentants des Nations Unies vendredi soir, mais vous n'êtes pas venu au lieu de rencontre accepté d'un commun accord.

Fidèles à ses principes, les Nations Unies continuent à vouloir voir s'établir, sans aucun délai, le cessez-le-feu que vous avez vous-même demandé et qu'il doit être possible pour vous d'accomplir dans le cadre des attitudes de principe déjà citées.

(7) J'ai été informé du message reçu par M. O'Brien de M. Dunnett, Consul de la Grande-Bretagne, l'invitant à vous rencontrer demain à 11 h. 30 à Bancroft, en Rhodésie du Nord. Je vous propose de vous rencontrer personnellement pour que nous recherchions ensemble les moyens pacifiques pour résoudre le conflit actuel, ouvrant ainsi la voie à une solution du problème katangais dans le cadre du Congo. La rencontre proposée demande évidemment que des ordres soient donnés d'avance pour un cessez-le-feu effectif immédiat. Donc, je vous propose qu'un tel cessez-le-feu soit instamment imposé des deux côtés en vue de rendre possible une telle rencontre et de s'approcher d'une solution du conflit actuel dans le cadre établi par le Conseil de sécurité et déjà accepté par vous. Comme il me faut aller au lieu de rencontre par avion, je vous propose que cette rencontre ait lieu à Ndola. Je dépends de nos possibilités de transport et pour cette raison l'heure que vous proposez m'est impossible. Je vais vous informer le plus tôt possible demain matin

du temps d'arrivée, compte tenu du fait qu'avant mon départ je dois avoir votre réponse à ce message, y inclus votre décision en ce qui concerne le cessez-le-feu. Ce cessez-le-feu sera imposé d'une manière automatique du côté des Nations Unies, étant donné que selon les instructions données et les règles appliquées par l'Organisation elle n'ouvre le feu qu'en cas de légitime défense.

(8) J'attends votre réponse d'urgence sur cette proposition d'une rencontre et d'un cessez-le-feu immédiat.

(Signé) Dag HAMMARSKJOLD"

8. Le 17 septembre à Elisabethville, la violence des combats a diminué bien que le camp des Ghurkas ait essuyé des tirs de mortier pendant toute la nuit du 16 au 17 septembre. Il y a eu plusieurs victimes : un soldat indien a été tué et un autre blessé.

A Jadotville, la situation a brusquement changé; le 17 septembre à midi, le commandant de la compagnie irlandaise a envoyé un message indiquant que la gendarmerie les détenait comme otages. En dépit de tous les efforts déployés, il n'a pas été possible d'établir de communications avec Jadotville après réception de ce message mais il y avait lieu de penser que ce changement de situation n'avait pas fait de nouvelles victimes parmi les soldats irlandais.

9. A Kamina, la tour de contrôle de l'aéroport a été de nouveau attaquée par l'avion de combat à réaction au début de la matinée du 17. Le même appareil est revenu vers midi et a bombardé la base; un DC-4 de l'ONU a pris feu et un pilote de l'ONU et un soldat suédois ont été blessés.

10. Le 17 à 10 heures, le consul britannique a transmis au représentant de l'ONU à Elisabethville la réponse du président Tshombé au message que le Secrétaire général lui avait adressé le 16 septembre (voir plus haut, paragraphe 7). La réponse du président Tshombé était ainsi conçue :

- "a) Le Président et le gouvernement marquent leur accord sur le principe d'un cessez-le-feu immédiat.
- b) Il demande que les troupes de l'ONU soient consignées dans leurs camps.
- c) Il demande que l'ONU cesse les mouvements de troupes et l'envoi de renforts par terre et par air.
- d) Le Président est d'accord de se rendre à Ndola et demande un moyen de transport par avion léger pouvant atterrir et décoller de l'aérodrome rhodésien de Kupushi."

11. Le Président Tshombé a également indiqué que sa délégation se composerait de M. Kibwe, Ministre des finances, de M. Kimba, Ministre des affaires étrangères, de M. Mwenda-Odilon, Secrétaire d'Etat au Marché commun et de lui-même.

12. En réponse au deuxième message qu'il a reçu du président Tshombé, le Secrétaire général a demandé au représentant de l'ONU à Elisabethville de faire savoir ce qui suit au président Tshombé :

"Veuillez avertir Tshombé que le Secrétaire général se trouve dans l'impossibilité d'accepter les conditions pour un cessez-le-feu et une rencontre qui lui ont été communiquées.

Selon les termes de la lettre du Secrétaire général, au paragraphe 7, il ne peut s'agir, dans les circonstances actuelles, que d'un cessez-le-feu sans condition des côtés et d'un accord de se rencontrer, toutes les autres modalités devant évidemment faire l'objet de discussions au cours de l'entrevue. Le Secrétaire général ne peut accepter de rencontrer Tshombé à moins que cet accord préliminaire, qui tombe pleinement dans le cadre des pratiques normales, ne soit accepté.

Le Secrétaire général regrette que par l'introduction de conditions M. Tshombé a causé un délai des mesures visant à protéger des vies humaines. Il espère vivement que, par une réponse favorable à ses observations de la part de M. Tshombé, la rencontre sera rendue possible sans plus de délai. En ce qui concerne les mouvements militaires et le maintien des positions de différents groupes militaires, l'ordre de cessez-le-feu doit naturellement être interprété comme n'affectant pas le statu quo qui est maintenu dans sa totalité durant toute la période pendant laquelle un accord est recherché."

/...

13. Lorsque le représentant de l'ONU à Elisabethville est entré en rapport avec le consul britannique pour lui demander de transmettre ce dernier message du Secrétaire général au président Tshombé vers 14 heures, il a été informé que le président Tshombé avait déjà pris ses dispositions pour se rendre avec son groupe à Ndola vers 15 heures et qu'il avait déjà loué un avion pour ce voyage.

N'ayant pas reçu d'autre message du président Tshombé, le Secrétaire général a décidé de se rendre à Ndola et a donc quitté Léopoldville vers 17 heures.
